



2018 - Une opportunité historique exceptionnelle pour l'Europe des peuples (suite).

L'Union Européenne est secouée par de nouvelles manifestations de colère populaire depuis la mi-novembre 2018. Lancé d'abord en France, le mouvement dit des "gilets jaunes" s'est étendu 3 semaines plus tard en Belgique, Hollande, Allemagne, Serbie, Bulgarie, et il commence aussi à s'organiser en Espagne, en Angleterre, et en Italie. Il cristallise le ressentiment de populations autochtones maltraitées et méprisées par la mondialisation ploutocratique apatride et ses élites socio-politiques complices.

Un point d'interrogation concerne pourtant la masse de manœuvre apparemment réduite du mouvement. Car dans son propre pays de départ, ce mouvement contestataire n'actionne qu'une centaine de milliers de manifestants, qui évitent les excès et les débordements, mais auxquels sont officiellement attribuées plus d'importance et de dangerosité qu'aux précédents mouvements contestataires (p.ex. Manif pour Tous) qui mobilisaient une masse pourtant 10 fois supérieure, et qui ont été marqués çà et là par des incidents violents.

Un autre point d'interrogation est que, compte-tenu de l'efficacité des services officiels de sécurité intérieure des pays concernés (police et renseignements) un tel mouvement contestataire ne peut pas surgir et s'y organiser sans être profilé et empêché en temps opportun, sauf s'il est poussé en sous-main par des agents externes suffisamment puissants, et/ou par le gouvernement en place. Sachant cela, on peut douter qu'il soit entièrement spontané et autonome. Le domaine internet "gilets jaunes" avait été déjà préventivement déposé depuis le 15-05-2017.

En outre, il n'est pas non plus incontrôlable. Des engins blindés de l'Eurogendfor (avec drapeau de l'Union Européenne) ont été exhibés en première ligne des forces de maintien de l'ordre lors de la 4^{ème} manifestation des gilets jaunes à Paris, comme pour signifier aux contestataires qu'il y a des limites à ne pas dépasser. Et que ces limites seront au besoin rappelées par cette force prétorienne inter-européenne lourdement équipée, qui dispose de pouvoirs coercitifs exorbitants, sous commandement extra-territorial, et qui peut intervenir beaucoup plus sévèrement que les forces nationales de police, notamment si ces forces sont débordées ou si elles pactisent avec les contestataires.



Malgré ces points d'interrogation non éclaircis, divers commentateurs ont évoqué la possibilité d'une manœuvre classique destinée à détourner temporairement les revendications sociales vers l'impasse des élections de mai 2019 au Parlement Européen, ce qui laisserait la colère populaire s'épancher préalablement dans des manifestations exutoires contrôlées, puis se diluer dans des débats stériles et dilatoires, et s'auto-empêcher finalement comme auparavant dans une compétition de représentativité et de leadership entre ses multiples tendances.

En fait, les députés européens élus n'ont pas le pouvoir de décider et de changer la politique officielle de l'UE, domaine réservé à sa Commission. Ils émettent des avis non contraignants pour cette Commission, et ils peuvent modifier seulement les prévisions de dépenses technocratiques du budget européen. Cantonnés à un rôle de faire-valoir, bien rémunérés et valorisés pour leur impuissance utile, aucun changement concret ne peut être attendu d'eux, ni craint par les lobbies ploutocratiques.

On peut donc plutôt s'inquiéter d'autres manœuvres occultes plus importantes, notamment destinées à masquer puis à justifier un probable prochain grand crash économique, puis un reset monétaire mondial crapuleux, nouvelles étapes-clés dans la prise de contrôle mondiale ploutocratique en cours. Et pour cela, des dirigeants politiques complices doivent préparer, et pré-justifier en apparence, un état d'urgence sécuritaire, avec des pouvoirs et des contraintes exceptionnels. Les faits semblent aller dans ce sens.

Dans ces conditions, une guerre ouverte entre grands ensembles géostratégiques, malgré les provocations mises en scène, paraît pour le moment moins à craindre que des guerres civiles téléguidées, et il peut s'agir en l'occurrence d'un chaos préparatoire organisé et encadré dans ce sens au service de l'agenda plouto-impérialiste. Mais le chaos étant par nature aléatoire, il peut échapper à tout contrôle, y compris à celui de ses instigateurs, et l'élan des revendications populaires peut ne pas être aussi manipulable et éphémère que l'espèrent ces instigateurs. L'affaire est donc à suivre attentivement, tout en recommandant aux volontaires EH de ne pas s'engager sans discernement dans un processus qui peut être perverti et lourd de conséquences. N'intervenons que si les chances de construire un euro-fédéralisme subsidiarisé et en démocratie directe sont suffisantes.

Bon courage à tous.